



LE REGARD SUR LE MONDE DE DOMINIQUE MOÏSI

Barack Obama et le dilemme européen



L'AMARION

Je ne veux pas que mon pays devienne une puissance de troisième ordre.» L'homme qui me parle ainsi, et qui a souhaité garder l'anonymat, est une personnalité américaine bien connue, proche du Parti démocrate et qui a bien sûr apporté son soutien à Barack Obama. Plus de dix mois après des élections qui ont porté le candidat de son parti au pouvoir, il me confie ses doutes sur l'Amérique et sur sa capacité à faire face à ses défis, et ce qui est plus nouveau, sur le nouveau président lui-même et l'adéquation entre ses qualités et les défis auxquels il se trouve confronté. Le « prophète » doit descendre dans l'arène et ne pas se contenter d'exercer le pouvoir de son verbe. Aux Congrès, les voix se gagnent une à une. C'est un travail ingrat, exigeant et qui suppose beaucoup de modestie et pas seulement du charme.

Il y a certes de la provocation dans ses propos, mais aussi une véritable inquiétude, sinon comme un début d'amertume. Et si l'Amérique n'y arrivait pas, c'est-à-dire si elle se montrait incapable de se réformer elle-même, comme de réformer le monde ? A-t-elle fait les bons choix ? L'hyperpuissance d'hier serait-elle en train de devenir « l'impuissance d'aujourd'hui ? » Le monde serait-il devenu comme un « bateau ivre », le G20 ne traduisant pas en réalité la naissance d'un nouvel ordre mondial mais

plutôt l'absence d'un tel ordre, avec une Amérique dont les ambitions sont supérieures aux moyens, une Europe qui pêche par défaut d'ambitions et des puissances émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil qui se gardent égoïstement « en réserve de la République » et sont davantage soucieuses d'avancer leurs cartes et de promouvoir leurs intérêts que de faire progresser le système dans son ensemble.

Les difficultés dans lesquelles se trouve aujourd'hui plus que jamais l'Amérique constituent pour l'Europe en particulier un défi de premier ordre. Il y a moins d'un an, l'Europe regardait avec envie et espoir du côté de l'Amérique. Remplis d'une admiration légitime pour une nation qui avait su dépasser les barrières de l'intolérance raciale et transcender son passé avec autant de courage, les Européens se demandaient ce qu'ils pouvaient faire pour se doter également « d'Obamas à l'Européenne » ? Était-il possible de le « cloner » en vingt-sept exemplaires, un par pays membre de l'Union ? Étions-nous prêts à rejoindre l'Amérique dans sa culture d'espoir, ou étions-nous condamnés au cynisme et à la morosité ?

Aujourd'hui, alors que, depuis l'élection de Barack Obama, l'image même des États-Unis s'est profondément améliorée en Europe et plus globalement dans le monde, il n'est pas hélas trop tôt pour nous poser une toute autre question. Et si le président Obama échouait, et si de la réforme du système de santé à l'intérieur à l'Afghanistan à l'extérieur, les espoirs d'hier devenaient les déceptions de demain ? Quelles conclusions devraient en tirer l'Europe ? Certes, tout est encore possible et

un compromis peut être encore trouvé en matière de réforme du système de santé, même si je suis personnellement beaucoup plus pessimiste en ce qui concerne l'Afghanistan. Mais l'Europe doit se préparer, par principe de pré-

José Manuel Barroso a un rare talent pour ne rien dire en tant de langues.

caution géopolitique, à cohabiter avec une Amérique plus faible et toujours plus frustrée devant les limites de sa puissance, interne comme externe.

Au moment où l'Union européenne est sur le point de renouveler à la tête de la Commission le mandat de José Manuel Barroso, un homme qui n'a pas vraiment démérité, mais qui n'a pas été très convaincant non plus, l'évolution difficile des États-Unis se devrait d'interpeller les Européens. Pouvons-nous nous permettre de choisir un homme moins en raison de ses qualités qu'en fonction de ses limites, un homme qui a un rare talent pour ne rien dire en tant de langues ? Moins d'Amérique doit signifier plus d'Europe et plus d'Europe signifie des personnalités plus fortes à la tête des institutions européennes. Face à la montée des puissances émergentes et au déclin relatif des États-Unis, l'Europe doit prendre ses responsabilités. Dans les instances internationales, il y a sans doute trop de pays européens représentés quantitativement et pas assez d'Europe qualitativement.

Dominique Moïsi est conseiller spécial de l'Ifri